



HAL
open science

Turquie : une sensibilité environnementale à l'épreuve des incertitudes économiques et politiques

Elvan Arik, Jean-François Pérouse

► **To cite this version:**

Elvan Arik, Jean-François Pérouse. Turquie : une sensibilité environnementale à l'épreuve des incertitudes économiques et politiques. EDF – Direction des Études. Une planète mobilisée? L'opinion mondiale face au changement climatique, , 2023, Obs'COP 2022 – Observatoire international Climat et Opinions Publiques. hal-04064003

HAL Id: hal-04064003

<https://hal.science/hal-04064003>

Submitted on 26 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sous la direction de
Didier Witkowski & Daniel Boy



UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PRÉSENTATION DES CONTRIBUTEURS 8

Obs'COP 2022

MÉTHODOLOGIE	12
LES RÉSULTATS EN UN CLIN D'ŒIL	14
Rien ne se passe comme prévu	16

Didier Witkowski - EDF



PERCEPTIONS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 30

Perception du changement climatique : une évolution inattendue	32
Daniel Boy - Cevipof (Sciences Po)	
Le public du changement climatique, ou les contradictions d'une avant-garde	46
Jérémy Bouillet, Mathieu Brugidou, Jérôme Cubillé - EDF R&D	
Quels profils d'attitudes face au risque climatique ?	54
Patrick Peretti-Watel - Inserm	
Le conflit entre croissance et environnement	62
Simon Persico - Laboratoire Pacte (CNRS, Sciences Po Grenoble, université Grenoble Alpes)	
La désinformation climatique sur les réseaux sociaux et son impact sur les opinions	68
Interview de David Chavalarias - ISC-PIF/CNRS	
La perception du changement climatique et les clivages partisans - Le cas des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France	74
Jérôme Jaffré - Cecop, Cevipof (Sciences Po)	
Y a-t-il une « génération climat » mondiale ?	82
Olivier Galland - CNRS	



ACTIONS INDIVIDUELLES ET POLITIQUES CLIMATIQUES 92

Effet des préoccupations environnementales sur les consommations déclarées des individus : une perspective internationale	94
Mathieu Durand-Daubin, Jérôme Cubillé - EDF R&D	
L'insoutenable légèreté climatique de la sobriété en France ? Une exploration sociologique	102
Stéphane La Branche - Gieco Arina Susa - Chercheuse indépendante	
Les leviers de la décarbonation	108
Interview de Catherine Bauby - EDF	
Politiques publiques du climat : des attitudes globalement favorables, mais des marges de manœuvre réduites	112
Emiliano Grossman, Charlotte Halpern - CEE (Sciences Po)	
L'appétence au changement de mobilité pour répondre à la crise climatique	120
Vincent Kaufmann, Guillaume Drevon - EPFL	
Énergies fossiles : en sortir ou pas ?	126
Didier Witkowski - EDF	



QUELQUES PAYS À LA LOUPE 134

France	136
Brice Teinturier - Ipsos	
Afrique du Sud	144
Samadia Sadouni - Sciences Po Lyon	
Brésil	150
Pedro Roberto Jacobi, Marcos Tavares - Institut de l'énergie et de l'environnement, université de São Paulo	
Chine	157
Richard Balme - CEE (Sciences Po)	
États-Unis	165
Laurence Nardon - Ifri	
Inde	173
Christophe Jaffrelot - Ceri (Sciences Po)	
Italie	180
Marc Lazar - Sciences Po	
Japon	186
Ioan Trifu - Université Lumière Lyon 2, université du Tōhoku (Japon)	
Royaume-Uni	193
Lucien Thabourey, Florence Faucher - CEE (Sciences Po)	
Russie	200
Michaël Levystone - Ifri	
Turquie	206
Elvan Arik - Chercheur indépendant Jean-François Pérouse - Université de Toulouse-Jean-Jaurès	
ANNEXES	213
LEXIQUE	241

SOMMAIRE



Lutte contre les feux de forêt à Marmaris. Turquie, juin 2022.

Turquie : une sensibilité environnementale à l'épreuve des incertitudes économiques et politiques

■ Elvan Arik - Chercheur indépendant

■ Jean-François Pérouse - Université de Toulouse-Jean-Jaurès

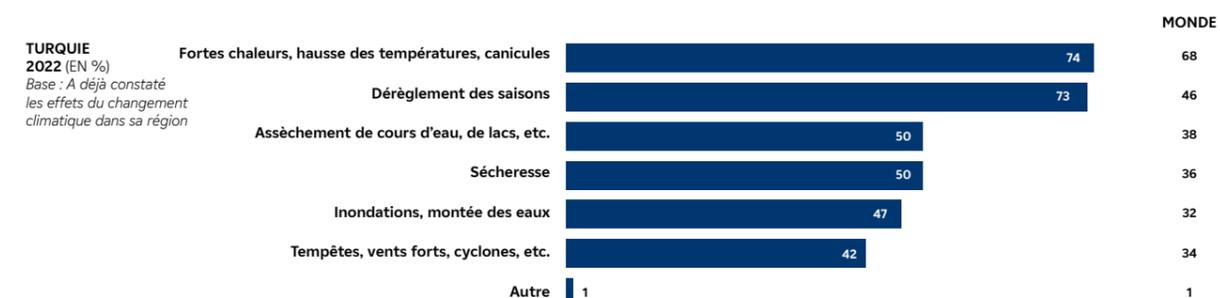
Avec près de 85 millions d'habitants en 2022, la Turquie pèse démographiquement, dans sa région proche comme à l'échelle du bassin méditerranéen, tout en étant directement exposée aux flux migratoires produits par l'instabilité de son environnement géopolitique immédiat (guerres persistantes en Syrie et en Ukraine). Urbanisé désormais à près de 80 %, ce vaste pays (une fois et demie la France) est engagé dans sa transition démographique, avec cependant de fortes inégalités, les régions orientales conservant des taux de natalité encore très supérieurs à la moyenne nationale. La Turquie s'apprête en outre à célébrer en octobre 2023 ses cent ans d'existence en tant qu'État-nation. En 2023 devraient aussi avoir lieu des élections présidentielles et législatives, et devraient être lancés les premiers réacteurs de la première centrale nucléaire du pays (construite par Rosatom) à Akkuyu, sur la côte méditerranéenne orientale. Pays exposé au risque sismique (comme l'a rappelé le nouveau tremblement de terre survenu dans la région égéenne le 4 novembre 2022), la Turquie vit en outre une double crise sévère qui n'est pas sans incidences sur la perception de l'environnement et les comportements individuels, tels que les résultats de l'étude Obs'COP la décrivent : une crise politique liée à la fin interminable du régime du président Erdoğan et une crise économique qui se traduit principalement pour les citoyens par une forte inflation (l'une des plus élevées au monde en 2022) et par une dépréciation sévère de la monnaie nationale par rapport aux devises de référence.

UN ÉVEIL CLIMATO-ENVIRONNEMENTAL SOUS CONTRAINTES ÉCONOMIQUES NATIONALES

Dans ce contexte, les données 2022 de l'Obs'COP confirment une tendance que des enquêtes d'opinion turques avaient déjà quelque peu détectée¹ : la population turque, toutes catégories sociales confondues, est de plus en plus préoccupée et inquiète par la question du changement climatique. Cette prise de conscience d'une perturbation écologique globale d'origine anthropique est récente. Elle s'est accélérée en grande partie sous l'effet de la multiplication ces dernières années d'événements météorologiques extrêmes. Plus de 70 % des personnes enquêtées disent ainsi avoir vécu un épisode caniculaire, entre 40 et 50 % avoir été témoins d'une sécheresse, d'une inondation ou d'un événement cyclonique, soit des taux largement supérieurs à ceux des autres pays (Fig. 1). Ces expériences traumatiques ont atteint un nouveau sommet durant l'été 2021, après que des records de chaleur établis dans le sud de la région égéenne et le manque de précipitations ont facilité le départ de plus de 200 foyers d'incendie et ravagé plus de 170 000 hectares de forêts de pins. Un mois plus tard, des inondations et des glissements de terrain, conséquences de violents épisodes orageux, ont dévasté plusieurs vallées urbanisées dans la région de la mer Noire. Par l'ampleur et la gravité des dégâts occasionnés², ces deux événements ont été qualifiés d'« historiques ».

Fig. 1. Les désordres climatiques subis au cours des dernières années sur le lieu de vie

Q. Là où vous habitez, avez-vous subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante ? (plusieurs réponses possibles)



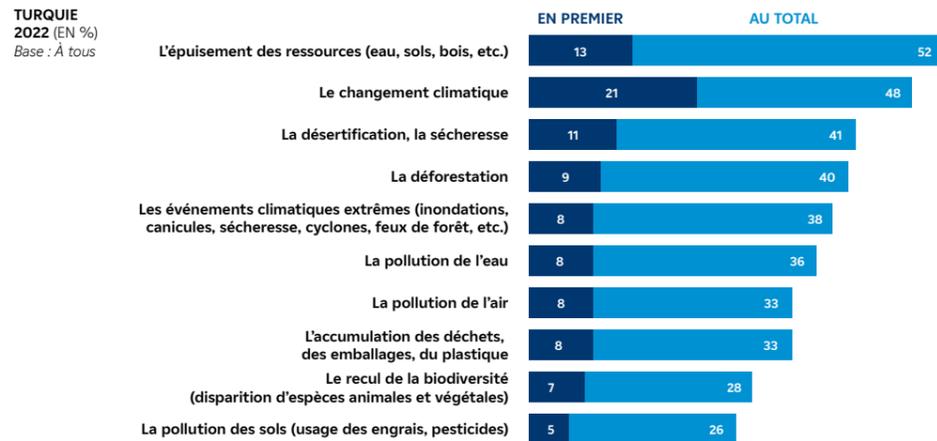
Mais, pendant que la population turque découvre tardivement et à ses dépens sa situation de *hotspot* du bouleversement climatique planétaire à l'instar de l'ensemble du bassin méditerranéen, le pays affronte depuis les années 2010 une succession de crises internes dont les causes comme les effets sur l'environnement s'articulent à d'autres échelles de temps et d'espace. Autrement dit, la dégradation des conditions d'habitabilité telle que vécue par la majorité de la population procède moins d'une crise écologique globale, trop abstraite pour être comprise, que des bouleversements matériels induits par le projet développementaliste sur lequel repose toute la trajectoire de modernisation du jeune État-nation turc depuis sa fondation. C'est à ce titre par exemple que la multiplication des inondations ces dernières années en Turquie, dont les plus récentes évoquées ci-dessus, a aussi été interprétée comme la conséquence directe d'une politique d'urbanisation spéculative et d'investissements inconsidérés dans l'installation de centaines de mini-centrales hydroélectriques par de grands groupes privés. Malgré le recul massif des libertés publiques, la médiatisation ces dernières années d'une série de scandales socioenvironnementaux (pollutions diverses, accidents miniers, accumulation de déchets non traités, déclin de la biodiversité) et de mobilisations contre de grands projets infrastructurels et urbains a permis de dévoiler au plus grand nombre les contradictions inhérentes d'un modèle économique productiviste, fortement carboné et extractiviste. La raréfaction des ressources métaboliques (eau, air, sol, bois), fruit d'une exploitation non régulée sur l'ensemble du territoire national, suscite plus qu'ailleurs une inquiétude telle (Fig. 2) qu'elle semble ne plus être entièrement compensée par l'extension massive des progrès sociaux et du confort matériel dont la société a bénéficié ces vingt dernières années.

1. DOĞRU Barış, BAGATIR Bulut et PULTAR Eren. « Climate change perception in Turkey 2019 », *Konda Research*. Juillet 2019. En ligne : <<https://www.iklimhaber.org/wp-content/uploads/2019/07/ClimatePerceptionTurkey.pdf>>

2. 90 morts, environ 1 000 blessés, plusieurs milliers de personnes évacuées.

Fig. 2. Les préoccupations environnementales des Turcs

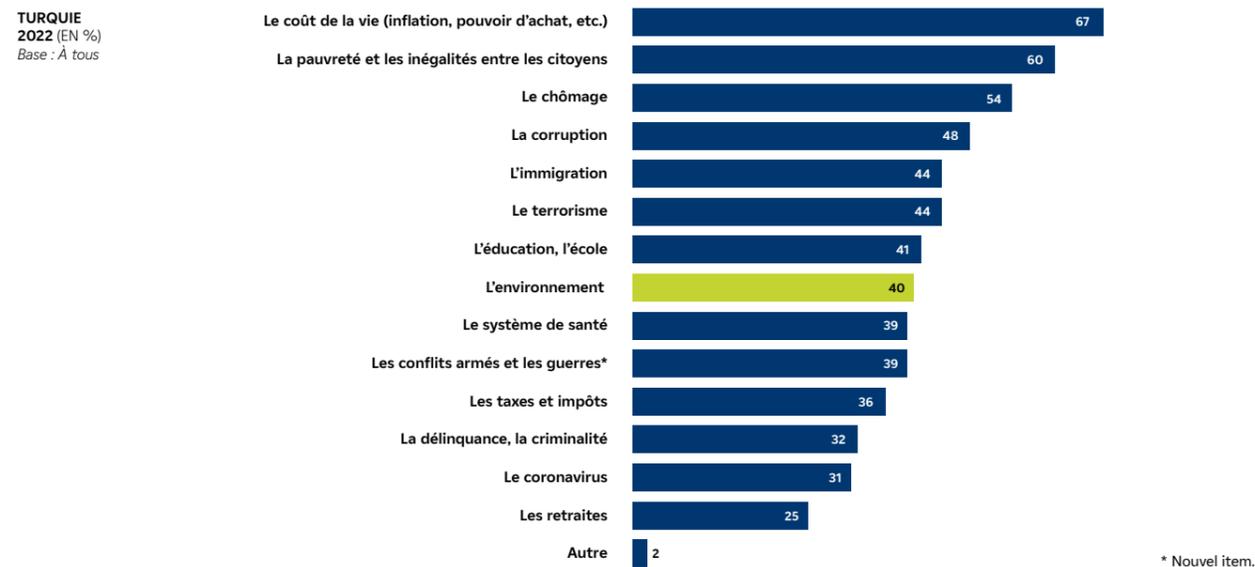
Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ? (quatre réponses possibles)



Déjà largement incomplet et sélectif, le caractère redistributif du régime libéral de croissance soutenu par l'AK Parti (AKP)³ s'est d'ailleurs lui-même heurté aux limites inflationnistes d'une crise économique qui a brutalement réduit depuis 2018 le pouvoir d'achat de la majorité de la population, y compris des classes moyennes. La question de la hausse du coût de la vie, de la pauvreté, des inégalités et du chômage envahit ainsi les préoccupations du quotidien, loin devant l'environnement (Fig. 3).

Fig. 3. Les sujets de préoccupation des Turcs

Q. Parmi cette liste, quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ? (plusieurs réponses possibles)



Dans ce contexte de vulnérabilité généralisée que la crise de la Covid-19 n'a fait qu'aggraver, les comportements individuels et collectifs ne semblent pas toujours en phase avec l'agenda environnementaliste. D'un côté, les pratiques de sobriété sont bien plus contraintes que volontairement assumées au nom d'un idéal de maîtrise ou de préservation. Il en va ainsi des fortes hausses du coût de l'énergie que les habitants tentent d'atténuer en

3. Le parti de la justice et du développement, AK Parti ou AKP, est un parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2002. Tayyip Erdoğan en est le président général depuis 2017.

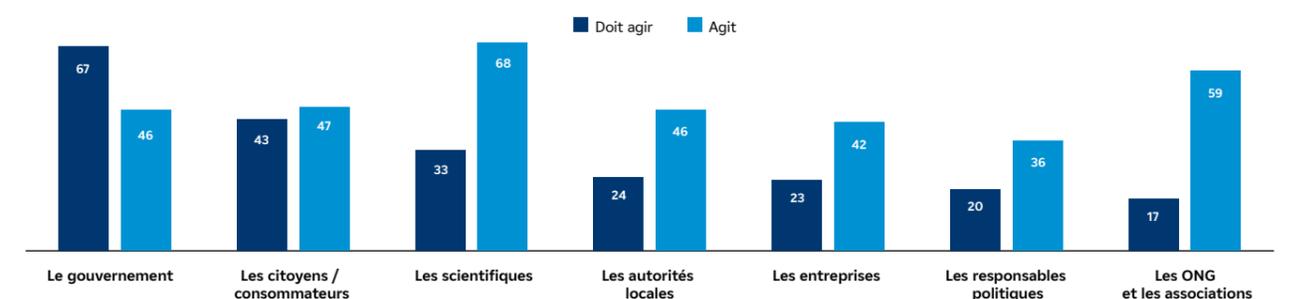
réduisant leur consommation, quitte à se priver d'un recours minimal à l'électricité ou au chauffage : en effet, plus de 80 % de la population turque déclare avoir été affectée par la hausse des prix du gaz, de l'électricité et de l'essence. Même constat pour la viande, dont le prix prohibitif explique sa consommation relativement réduite (22 % en mangent tous les jours) dans un pays où la consommation de viande fait partie des rituels de sociabilité et des pratiques d'ostentation. D'un autre côté, la différence turque par rapport à d'autres pays de l'OCDE tient au fait que les citoyens estiment ne pas avoir atteint les standards acceptables de niveau de développement comparativement aux pays européens, par exemple. En conséquence, il existe une contradiction entre les aspirations partagées de « mise à niveau » des standards moyens de mode de vie et les pratiques de distinction des classes moyennes à travers des modes de consommation « énergivores » et les choix de renoncement jugés nécessaires dans la lutte contre le changement climatique, propres aux sociétés plus « développées ». La climatisation comme le chauffage du logement, l'usage particulièrement élevé de la voiture⁴ ou de l'avion (la taille du pays et l'essor récent des lignes intérieures expliquant cette propension) sont une affaire autant de nécessité relative que d'affirmation d'un statut social.

UN PAYS MARQUÉ PAR UNE CULTURE TECHNO-SCIENTIFIQUE SOUS CONTRÔLE ÉTATIQUE TOUJOURS PRÉGNANTE EN DÉPIT D'UNE MONTÉE DES CRITIQUES ÉCOLOGISTES

Ce qui frappe à la vue des résultats est le paradoxe qui existe entre une foi persistante en l'État - sans doute liée à une sociabilisation politique spécifique dans le cadre du nouvel État-nation - et le constat de l'inefficacité de ce dernier ainsi que des hommes politiques dans la lutte contre le réchauffement climatique. D'un côté donc, les personnes interrogées disent que l'État est idéalement l'acteur principal nécessaire des politiques de réduction des émissions, et de l'autre le constat est fait d'une inefficacité patente de ce dernier. À l'opposé, dans un pays où pourtant la décentralisation administrative demeure très limitée, les attentes et la confiance exprimées envers les pouvoirs locaux sont surprenantes (Fig. 4).

Fig. 4. Les acteurs qui doivent agir contre le changement climatique et leur mobilisation perçue

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ? / Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?



À la culture de l'État est associée une croyance largement partagée dans les pouvoirs de la technologie : la foi des personnes sondées dans la recherche scientifique et technologique en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre est en Turquie (36 %) sensiblement plus grande que dans les autres pays étudiés (31 %) (Fig. 5). Toutefois, presque la moitié de la population turque pense qu'il faut modifier ses modes de vie pour lutter contre le changement climatique. Cela rejoint le fait que bien souvent les dispositifs techniques sont présentés par les pouvoirs publics comme constituant le principal mode de solution à la crise environnementale, beaucoup plus que des changements dans les pratiques et comportements sociopolitiques. Ainsi, la confiance relative dans le

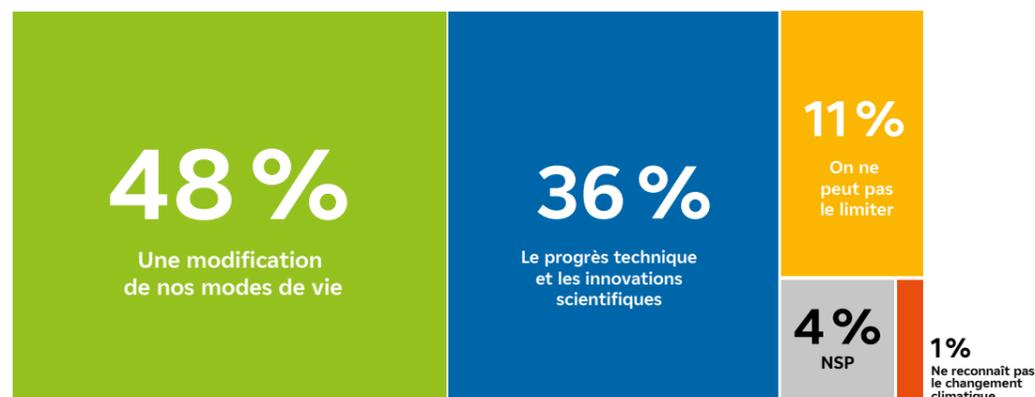
4. Le recours à l'automobile reste élevé, pour les propriétaires de véhicule en tout cas (en effet, le taux de motorisation reste réduit, avec 161 véhicules pour 1 000 habitants en avril 2022). KARAMANOGLU Kağan. « Electric vehicle sales review full year 2021 ». Strategy&. 2021. En ligne : <<https://www.strategyand.pwc.com/tr/en/medya/2021-yili-elektrikli-arac-satislari-incelemesi.html>>

nucléaire, présenté par les gouvernements AKP depuis des années comme une source d'énergie « propre », a à voir avec la propension à se soumettre au principe d'autorité de la sphère technico-étatique.

Fig. 5. Équation climatique : changement de nos modes de vie ou pari technologique

Q. De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? C'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique ; C'est principalement la modification importante de nos modes de vie qui permettra de limiter le changement climatique ; Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique ; Vous ne savez pas

TURQUIE
2022
Base : À tous



La Turquie dispose en outre de sa propre histoire de production électrique. Le plébiscite des enquêtés pour l'hydroélectricité (80 % des Turcs y sont favorables), représentant 17 % de la production en 2021⁵, est un héritage de la puissance industrielle et économique qu'a incarnée le développement des grands barrages dans l'est du pays dans les années 1970. Malgré un mix électrique encore dépendant du gaz et du charbon à plus de 60 %, le très fort crédit accordé aux énergies éoliennes et solaires apparaît comme une réponse pragmatique afin de tirer bénéfice du potentiel géo-climatique du territoire national. Il ne faut pas oublier en effet que la Turquie est un pays à la fois montagneux (plus de 50 % du territoire est situé au-dessus de 1 000 mètres), jouissant d'un ensoleillement moyen supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE et offrant une palette diversifiée de climats partout nuancés par les effets de l'altitude : faciès méditerranéens, faciès pontiques (avec forte pluviosité) et faciès continentaux tendant vers le semi-aride au sud-est. Toutefois, le développement récent des énergies renouvelables en Turquie n'est aucunement le reflet d'une politique de transition énergétique telle qu'entendue classiquement dans les pays occidentaux. Les gigantesques parcs éoliens visibles sur la péninsule d'Urla ou de Karaburun ou le champ de 3,5 millions de panneaux solaires (1 000 MW de puissance installée à terme) en cours d'assemblage à Karapinar, dans la province de Konya, ne visent des objectifs ni de décentralisation de la production électrique ni de décarbonation de l'économie. Ces investissements lucratifs, réalisés par de grandes holdings proches du pouvoir, matérialisent au contraire la poursuite d'un objectif prioritaire de sécurisation de l'approvisionnement énergétique national afin de soutenir la croissance industrielle et l'urbanisation des modes de vie. Il faut d'ailleurs noter que la position vis-à-vis des sociétés privées est assez singulière en Turquie, pays où l'entrepreneur privé est roi et où les citoyens attendent moins du secteur privé et considèrent même que ce dernier fait plus que ce qu'il ne devrait faire en matière de lutte contre le changement climatique, à l'inverse de la configuration française (Fig. 4).

Comme le suggèrent les réponses de l'étude, l'engagement personnel sur les questions environnementales n'est pas négligeable : la participation aux boycotts comme aux manifestations y est plus élevée que la moyenne (les Turcs sont 64 % à déclarer avoir déjà boycotté ou prévoir de boycotter une marque en raison de son impact environnemental, contre 56 % au niveau global). On voit en effet, surtout depuis la résistance de Gezi en 2013 (autour d'un parc en centre-ville menacé par un projet de réaménagement), éclore des mouvements de contestation dans l'ensemble du pays, portés par des citoyens décidés à défendre coûte que coûte leur environnement. Tous ces mouvements sont maintenant interconnectés, et on assiste à un *empowerment* de la population concernée, qui a fait l'apprentissage rapide de répertoires d'actions et de référentiels qui intègrent la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. Celui-ci ne peut de ce fait plus être instrumentalisé par les dirigeants comme prétexte pour ne pas assumer leurs responsabilités à leur échelle, en tout cas plus aussi facilement qu'il y a quelques années.

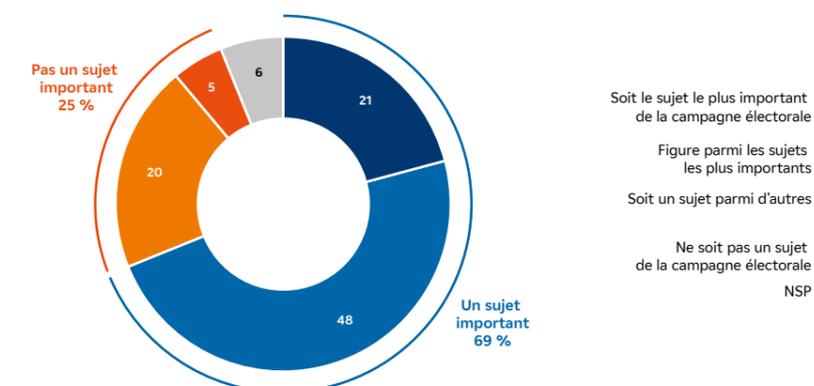
5. RITCHIE Hannah, ROSER Max et ROSADO Pablo. « Energy », *OurWorldInData.org*. En ligne : <<https://ourworldindata.org/energy>>

Cependant, à la vue notamment des réponses concernant l'élection présidentielle à venir (Fig. 6), le décalage entre les attentes des questionnés, très majoritairement en faveur d'une mise à l'agenda prioritaire des questions environnementales, et le contenu actuel des débats n'a de cesse de surprendre. Autrement dit, c'est comme si la sensibilité de l'opinion publique, sans doute aussi liée à la jeunesse relative de la population turque – seulement 9 % de celle-ci a plus de 65 ans, contre 22 % en France – ne trouvait pas encore de répondant dans l'offre politique dominante. Et si la ratification par l'Assemblée nationale turque en octobre 2021 de la signature de l'Accord de Paris peut être considérée comme un signe d'avancée, celle-là demeure à ce jour sans effets réels encore. À l'examen, la responsabilisation des pouvoirs publics s'exprime paradoxalement sans doute plus à l'échelle urbaine, à travers des tentatives de gestion innovante comme à Gaziantep, Istanbul, Izmir, par exemple. À cet égard, le rôle stimulant des réseaux transnationaux (ICLEI, Energy Cities, CGLU, Convenant of Mayor) mérite d'être souligné.

Fig. 6. L'importance du changement climatique dans la campagne présidentielle de 2023

Q. Personnellement, souhaitez-vous que, au cours de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2023, le changement climatique...

TURQUIE
2022 (EN %)
Base : À tous



CONCLUSION

Au total, les résultats de l'ObsCOP pour la Turquie doivent être lus à l'aune du contexte d'un pays au niveau de développement intermédiaire, aux fortes inégalités de revenus, à la population aux aspirations matérielles encore élevées, d'un pays relativement jeune, caractérisé par un fossé entre un niveau croissant de sensibilité de l'opinion publique aux enjeux du réchauffement climatique et des politiques publiques jugées insuffisantes qui continuent à prioriser des modes de développement économique destructeurs (et peu égalitaires par ailleurs). Une sorte d'« effet mode » peut aussi expliquer la sensibilité affichée, très supérieure à celle affichée en France, lié au fait que les préoccupations climatiques et environnementales ont été plus récemment introduites dans le débat public et sont moins prises en charge par les pouvoirs publics. ■

 TURQUIE

POPULATION

 **85,6** millions d'habitants (2022)

 **78,4 ans** d'espérance de vie moyenne (2022)

ÉCONOMIE

 **11 %** de croissance annuelle du PIB (2021)

 **9 587 \$** de PIB par habitant (2021)

 **11,3 %** de chômage (2022)

 **78,6 %** d'inflation annuelle (2021-2022)

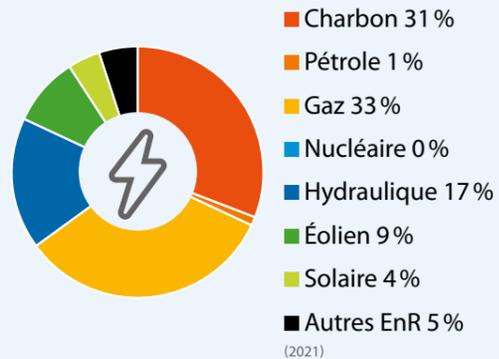
SÉCURITÉ

 **62** d'indice de corruption (2021)
Sur une échelle de 0 (corruption faible) à 100 (corruption élevée)

ALIMENTATION

 **N/A kg** de viande consommée par an et par habitant vs 35 kg au niveau mondial (projections 2020-2029)

MIX ÉLECTRIQUE



CLIMAT

 **5 t** de CO₂ par habitant vs 4,5 t au niveau mondial (2018)

 **39** catastrophes climatiques (2000-2019)
Inondations, tempêtes, sécheresse, températures extrêmes, feux, etc.

 **499** décès pour 1 million d'habitants liés à la pollution de l'air vs 537 décès en moyenne au niveau mondial (2017-2019)

TRANSPORT

 **N/A** automobiles pour 1 000 habitants (2015)

 **7,1 %** de véhicules électriques particuliers dans les nouvelles immatriculations (2021)

Sources : Ined, OCDE, Banque mondiale, Transparency International, AIE, ONU, Statista, université d'Oxford, Trading Economics

ANNEXES

Partie A	214
• Préoccupations des populations	
Partie B	220
• Connaissance et perception du changement climatique	
Partie C	229
• Mobilisation des différents acteurs	
Partie D	233
• La prise en compte du changement climatique au quotidien	
Lexique	241